



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Arts, lettres et civilisations

de l'Université des Antilles
et de la Guyane - UAG

Vague E – 2015-2019

Campagne d'évaluation 2013-2014



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

En vertu du décret du 3 novembre 2006¹,

- Didier Houssin, président de l'AERES
- Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'AERES

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).



Evaluation des diplômes Masters – Vague E

Evaluation réalisée en 2013-2014

Académies : Guadeloupe, Guyane, Martinique

Etablissement déposant : Université des Antilles et de la Guyane - UAG

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) au niveau de la mention : /

Mention : Arts, lettres et civilisations

Domaine : Arts, lettres, langues

Demande n° S3MA150009142

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Campus de Schoelcher (Martinique), campus Jacob à saint-Claude (Guadeloupe), (Spécialités 1, 2 et 3) ; Institut d'Enseignement Supérieur de la Guyane (spécialité 4).

- Délocalisation(s) : /
- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

Présentation de la mention

La mention, dédiée dans les lettres et sciences humaines aux arts, lettres et langues, présente la particularité de se répartir sur trois sites très éloignés, avec chacun un environnement spécifique. Des points communs dans les publics concernés, qui sont souvent des salariés (la moitié en Martinique et Guadeloupe, les deux tiers en Guyane), ou qui ont un niveau assez faible, en raison de la faiblesse de la licence (Guyane) ou en raison de la provenance (étudiants venus d'Haïti en Martinique et Guadeloupe). Le contexte socio-économique, en Guyane comme en Martinique et Guadeloupe, est difficile : peu d'industries y sont implantées, et le taux de chômage est élevé. Enfin, la mention est unie par son adossement à une seule équipe de recherche, le Centre de recherches interdisciplinaires en langues, littératures, arts et sciences humaines (CRILLASH, EA 4095).

La mention couvre l'ensemble des disciplines littéraire, linguistiques et artistiques, et elle est conçue en fonction de la situation multiculturelle de l'espace Caraïbe. Elle décline en quatre spécialités :

Spécialité *Arts, Langues, Interculturalité et développement durable*. Trois parcours :

- *Traductologie* ;
- *Arts caribéens* ;
- *Créolistique* ;



Spécialité *Langues, cultures et sociétés en milieu plurilingue*. Deux parcours :

- *Didactique du FLE* ;
- *Apprentissage, langues et sociétés en milieu plurilingue* :

Spécialité *Langues, littératures interculturelles et éthique du divers* (en Martinique et en Guadeloupe).

Trois parcours :

- *Lettres modernes et littérature comparée* ;
- *Etudes anglophones* ;
- *Etudes hispanophones (à la Martinique seulement)* ;

Spécialité *Sociétés et Interculturalités* (en Guyane).

La mention est organisée de manière à associer une formation « recherche » à la préparation des concours de l'enseignement secondaire et à des formations visant l'insertion professionnelle. Si les perspectives professionnelles divergent parfois, elles convergent avec les objectifs de recherche dans l'étude de la spécificité de la zone américano-caribéenne et dans la formation de professionnels qui en sont spécialistes : la recherche porte sur l'interculturalité et des hybridations culturelles, et les masters professionnels préparent aux métiers de la culture, de la traduction et de la médiation interculturelle dans ce contexte régional.

Cette mention est liée à une seule équipe de recherche, implantée à la fois en Martinique et en Guyane, et qui s'est récemment formée par regroupement. En revanche, pour des raisons évidentes, les mutualisations sont pratiquées seulement sur le site de la Martinique, où moins d'un cinquième des heures de première année de master (M1) sont occupées par des enseignements de tronc commun sur la culture caribéenne et en traductologie, à côté d'enseignements de langue qui sont aussi transversaux.

Synthèse de l'évaluation

• Appréciation globale :

La mention a une cohérence et une pertinence dans son environnement régional et elle répond à un domaine de recherche bien identifié par l'Université des Antilles-Guyane. Promouvoir, comprendre des territoires et une culture spécifique née de rencontres de populations, d'identités, de langues très diverses, agir dans ces territoires et ces cultures par la recherche et par la formation de professionnels dans le domaine des langues, de la littérature et des arts, tels sont ses objectifs.

Encore faudrait-il qu'ils fussent immédiatement lisibles dans les intitulés de spécialités. *Développement durable* ne correspond pas aux objectifs de formation, ni aux objectifs professionnels de la spécialité *Arts, langues, interculturalité et développement durable* ; *Langues, littératures interculturelles et éthique du divers* et *Sociétés et interculturalités* ne sont guère plus explicites.

La mention est confrontée à divers problèmes : d'abord un problème relatif au niveau des étudiants, et un problème d'insertion professionnelle. Les étudiants sont d'origines diverses : une forte proportion d'entre eux vient d'Haïti en Martinique - Guadeloupe, où 50 % des étudiants sont salariés ; en Guyane, où l'équipe de formation relève la faiblesse des étudiants issus des licences, les deux tiers des étudiants sont des salariés, et disséminés parfois sur le territoire. De plus, la faiblesse du tissu socio-économique, les chiffres très importants du chômage, sont un obstacle à l'insertion professionnelle. Indépendamment de cette sociologie, les transformations du CAPES ont leurs conséquences sur la mention. Ses effectifs vont diminuant, même si les chiffres de 2012 (124 inscrits en M1, 171 en seconde année de master (M2)) confirment que les formations sont viables. Les taux de réussite sont également très faibles. Pour l'année 2012-2013, sur l'ensemble des inscrits toutes spécialités confondues (sauf *la créolistique*, non renseignée), on compte 34 diplômés pour 151 inscrits, soit un taux de réussite à peine supérieur à 20 %.

A ces défis la mention réagit différemment selon les spécialités. Le contrôle des connaissances se fait soit par contrôle continu, soit par contrôle final. Pour le contrôle continu, l'évaluation sur un seul écrit et un seul oral semble insuffisante. Les maquettes des trois premières spécialités prévoient 528 heures d'enseignement, un chiffre inférieur dans des parcours professionnels. Les enseignements sont adaptés aux objectifs en lettres ou langues, sauf dans la spécialité *arts et cultures*, où la visée professionnelle se retrouve assez mal dans le contenu des enseignements. L'absence de dispositif de formation continue, et de modalités de mise à niveau, est une lacune. La dominante recherche est prédominante, sauf en Guyane où les liens avec les institutions culturelles sont forts.

Ces chiffres appellent un effort plus grand d'autoévaluation (en développant les outils d'évaluation de la mention par les étudiants et d'analyse du devenir des étudiants) et une réflexion sur la formation et sur l'évaluation des étudiants (densifier les épreuves du contrôle continu). Ils appellent surtout une réorientation de l'offre. Le doctorat offre de maigres perspectives d'emploi (1 docteur sur 10 entre dans l'enseignement supérieur et la recherche). Les chiffres de la mention montrent que peu d'étudiants et de diplômés poursuivent en doctorat. Pour 2010-2011, voici les chiffres. D'abord le nombre d'inscrits en M2, puis de diplômés du M2, puis d'inscrits en doctorat issus de ce M2. Sont recensés seulement les masters ouverts cette année-là :



Parcours traductologie :	32/11/2
arts caribéens :	2/1/2
créolistique :	11/3/4
FLE :	31/4/1
lettres modernes :	28/13/2
étud. Anglophones :	26/14/1
étud. Hispanophones :	17/10/1

Compte tenu de ces chiffres, de la baisse des inscriptions, du problème du chômage, est-ce dans une dominante recherche que la mention peut trouver une nouvelle attractivité, c'est-à-dire offrir de véritables perspectives d'emploi à ses diplômés? En Guyane tout particulièrement, les responsables sont conscients des faiblesses qui demeurent dans la formation, et envisagent une simplification et une restructuration de l'offre des parcours. Cette louable lucidité est nécessaire sur les autres sites, où pour des raisons complexes qui tiennent sans doute à la volonté de construire une formation recherche tout en s'efforçant de répondre aux recommandations de l'AERES, tout en essayant de relier la formation à la préparation aux concours de l'enseignement, l'organisation manque de lisibilité, se positionne de manière peu claire entre parcours recherche et parcours professionnel : de ce point de vue encore, l'exemple de la spécialité guyanaise, bien adossée au monde socio-professionnel, pourrait inspirer l'offre de formation en Martinique dans la spécialité *arts et cultures*.

- Points forts :
 - Regroupement des forces au niveau recherche.
 - Mention bien identifiée dans les orientations de l'établissement.
 - Création de partenariats internationaux.
 - Recours à la vidéoconférence.
 - Ouverture aux formations professionnelles en Guyane.

- Points faibles :
 - Handicaps génériques de l'établissement : public de niveau parfois faible ; faibles effectifs dans certains parcours ; fort taux d'échec ; éclatement géographique.
 - Peu de liens avec les entreprises.
 - Outils d'analyse insuffisants : évaluation des formations, analyse du devenir des diplômés.
 - Manque de formations professionnelles en Martinique.
 - Pas de formation continue.

- Recommandations pour l'établissement :

Le fort taux d'échec et le faible nombre d'inscriptions en doctorat appellent plusieurs préconisations : développer comme prévu l'offre en formation continue (nombre important d'étudiants salariés) ; créer un parcours de lettres modernes tourné vers les lettres modernes appliquées, afin de trouver de meilleures chances de professionnalisation. De ce point de vue, à propos du parcours *Sociétés et interculturelité*, il est constaté que l'entrée en doctorat concerne très peu d'étudiants en raison de l'absence d'un bagage disciplinaire. Le constat semble généralisable à l'ensemble de la mention, et devrait conduire à mettre l'accent sur les parcours professionnels. Il est en tout cas indispensable de distinguer les parcours recherche des parcours professionnels, comme de faire apparaître une spécialité dédiée à la culture et à l'art. Dans les secteurs (Guyane) où le niveau de français est déclaré assez faible pour les étudiants issus de la licence, il serait utile de prévoir des cours de français. Mais compte tenu du taux d'échec important aussi en Martinique, de l'attractivité du master pour les étudiants venues d'Haïti, des étudiants en reprise d'étude, une politique générale de mise à niveau des étudiants devrait être mise en place. Enfin, un effort spécial doit être fait pour rendre les intitulés plus lisibles et plus explicites pour les étudiants.



Evaluation par spécialité

Arts, langues, interculturalité et développement durable

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Martinique.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité, qui ne concerne en rien le développement durable et qui porte donc un intitulé partiellement inexact, enseigne la connaissance de la culture caribéenne, des relations entre les arts, les langues et la traduction. Les débouchés professionnels envisagés concernent la traduction, et surtout l'enseignement. Chaque semestre associe des UE de formation à la recherche, des UE préparant aux concours de langue et de lettres du CAPES ou des UE d'insertion professionnelle selon le parcours. Un tronc commun aux trois spécialités de la Martinique est composé de deux UE d'épistémologie en sciences humaines sur la diversité culturelle et en M2 sur les cultures littéraires en Caraïbe (18 % de l'horaire sur les semestres 1 à 3) d'UE pour les épreuves du CAPES sur les métiers de l'enseignement. En fait deux parcours sont déclinés de deux « sous-parcours » parallèles, l'un à orientation de recherche, l'autre préparant aux métiers de l'enseignement et au CAPES. 50 % des UE sont communes, 50 % au choix de l'étudiant suivant son orientation (concours ou recherche). Le parcours *traductologie* associe des UE « sciences de l'éducation » à des UE de traduction et de traductologie. Le parcours *créolistique* associe un parcours CAPES (professeur des écoles et CAPES) à un parcours recherche, même si les enseignements, dans ce second parcours, ne sont pas toujours du type recherche (didactique, valorisation touristique, « métiers des arts, des lettres »). Le parcours *arts caribéens* est sur le M1 centré sur l'art caribéen et offre seulement en M2 des UE plus larges (lecture critique, cinéma américain).

La formation recrute dans les îles caraïbes francophones, notamment en Haïti.

- Appréciation :

La piètre qualité du dossier n'a pas permis d'examiner tous les parcours : le parcours *traductologie*, notamment, est très peu détaillé dans l'autoévaluation, qui se contente d'affirmations très générales. En général, la spécialité est pertinente dans son environnement, liée à un secteur prioritaire de la recherche à l'Université des Antilles-Guyane, et bien adossée à l'équipe de recherche, le CRILLASH. L'attractivité est bonne, cependant on constate une très forte baisse des effectifs en quatre ans (- 40 %) : 32 inscrits en M1 en 2009, 38 en 2010, 19 en 2011, 13 en 2012 et de petits effectifs dans les parcours *Arts caribéens* (13 en M1 en 2010, 7 en M1 2011, 6 en 2012) et *Créolistique* (14 inscrits en M1 en 2009, 10 en 2010, 5 en 2011, 9 en 2012). Les taux d'échec sont forts en M2 *Traductologie* (13 diplômés sur 28 inscrits en 2010, 11 sur 18 en 2011, 10 sur 37 en 2012), en M2 *Arts caribéens* (1 diplômé sur 9 inscrits en 2011, 4 sur 13 en 2012), et surtout en M2 *Créolistique* (3 diplômés sur 11 inscrits en 2010, 8 sur 31 inscrits en 2011, 2 sur 20 inscrits en 2012). La partie recherche offre peut-être trop peu de débouchés. Les perspectives professionnelles qu'elle ouvre paraissent très étroites (traductologie, marché de l'art). On ne peut se satisfaire de l'objectif explicite de « former des cadres capables de concevoir et d'élaborer des cadres de développements culturels », dès lors que les compétences du *cadre* ne sont pas acquises à l'issue du master, et que le rapport au monde professionnel de la culture n'est pas assez intégré dans la formation. Si le nouveau parcours *Arts caribéens et promotion culturelle*, sur la médiation artistique, prévoit une ouverture sur les marchés culturels, les galeries d'art, etc., qui comprend 136 heures d'enseignement, (un tiers des enseignements), c'est uniquement en M1. Les UE sur les métiers de l'enseignement, dans les autres parcours, ne constituent pas véritablement une formation professionnelle.



- Points forts :
 - Pertinence des thématiques dans l'environnement régional.
 - Bon adossement à la recherche.
 - Utilisation des TICE.
 - Validation d'acquis, horaires aménagés, régime spécial d'études.

- Points faibles :
 - Effectifs décroissants en *Traductologie*, petits effectifs dans les parcours *Arts caribéens* et *Créolistique*.
 - Fort taux d'échec en M2 *Traductologie*, *Arts caribéens*, et surtout en M2 *Créolistique*.
 - Pas de suivi de l'insertion.

- Recommandations pour l'établissement :

Il faudrait donner un intitulé plus explicite à la spécialité, et supprimer l'inapproprié *développement durable*. Peut-être faudrait-il aussi, à côté de la formation en direction de l'enseignement, fusionner les parcours *arts caribéens* et *créolistique*, et créer un parcours plus professionnalisant.



Langages, cultures et sociétés en milieu plurilingue

- Périmètre de la spécialité : Arts, Lettres et Langues

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Martinique, Guadeloupe.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité enseigne la didactique du français langue étrangère en milieu plurilingue, notamment à destination des Caribéens non francophones. Elle cible surtout la formation des enseignants. Sous ce second aspect, elle paraît directement relever de la formation continue. Chaque semestre associe des UE de formation à la recherche, des UE préparant aux concours de langue du CAPES et des UE d'insertion professionnelle. Les stages en FLE sont seulement recommandés. Le dernier semestre est consacré au mémoire. En dépit de la quasi-absence de stage, les formations sont plus des formations professionnelles que des formations « recherche ». Quelques professionnels interviennent en M1.

- Appréciation :

Cette spécialité répond à un besoin pédagogique et sociétal. Elle est portée par une équipe du CRILLASH. Elle connaît plusieurs difficultés. Ses effectifs s'effondrent en M1 (moins deux tiers en quatre ans) : 62 inscrits en M1 FLE en 2009, 21 en 2010, 18 en 2011, 12 en 2012 ; en ALS (Apprentissage, langues et sociétés) 22 inscrits en M1 en 2010, 8 en 2012. Le niveau de recrutement est plus fort en M2, peut-être à cause des redoublements. Deuxième difficulté : les taux d'échec sont forts : (entre les deux tiers et les trois quart des effectifs échouent en M2 ; en FLE, 15 diplômés sur 29 inscrits en M2 en 2009, 4 sur 31 en 2010, 10 sur 32 en 2012, 4 sur 21 inscrits en 2013 ; en ALS, les chiffres sont peu clairs, 12 diplômés sur 20 inscrits en 2012, 2 sur 8 en 2013). Enfin, la spécialité a un positionnement imprécis entre parcours recherche et parcours professionnel. Destinée principalement à des enseignants, elle associe sur un parcours l'enseignement du FLE à la didactique des langues, sur l'autre aux sciences de l'éducation. Comme elle ne débouche que très rarement sur la recherche, elle devrait se rééquilibrer en se centrant sur l'enseignement du FLE dans une perspective professionnelle. Des évolutions nécessaires sont prévues : la formation continue, seulement envisagée, devrait être mise en pratique ; une nouvelle structure de formation continue vient d'être mise en place sur le pôle Martinique et n'est pas encore ouverte ; une judicieuse offre de master FLE en ligne est prévue en 2014 pour ouvrir le master à l'ensemble de la région (dont Haïti) ; un régime spécial d'études est prévu pour l'ensemble de la mention.

- Points forts :

- Formation en FLE solide, attractive, adaptée et répondant à de forts besoins sociétaux.
- Formation continue pour les enseignants en exercice.
- Bon adossement à l'équipe de recherche, le CRILLASH.

- Points faibles :

- Effectifs décroissants.
- Forts taux d'échecs en M2.
- Pas de suivi de l'insertion, pas d'évaluation des formations, pas de conseil de perfectionnement.



- Recommandations pour l'établissement :

L'équipe pédagogique semble, dans les perspectives, consciente de la nécessité d'une réorganisation des parcours. Ce regroupement doit être encouragé. Compte tenu de la proximité des deux parcours, et de la fragilité du parcours *Apprentissage, langues*, les deux parcours pourraient être fusionnés. De plus, l'hypothèse d'un master professionnel pourrait être sérieusement envisagée, en liaison avec l'ESPE. Le principe d'un master FLE en ligne est intéressant ; une telle formation doit avoir cependant une dimension pratique, et la gageure sera d'articuler l'excellente idée de cours en ligne et une pratique de l'oral et de l'expérience de l'enseignement du FLE. La spécialité devrait encore se doter d'un conseil de formation, recourir à l'évaluation des formations par les étudiants, et suivre de près l'insertion des diplômés.



Langues, littératures interculturelles et éthique du divers

- Périmètre de la spécialité : Arts Lettres Langues

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Martinique, Guadeloupe.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité à l'intitulé confus, a pour objet d'appréhender les relations entre littérature et critique dans le cadre de la diversité et de l'hybridation culturelles qui caractérise les Caraïbes, de mesurer les rapports de cette diversité aux « modèles occidentaux », de promouvoir l'interculturalité – même si on peut s'interroger sur la pertinence d'un propos éthique (*Ethique du divers*) dans un master recherche. La spécialité s'organise en trois parcours, l'un centré sur les Lettres, l'autre sur les études anglophones, le troisième, à la Martinique seulement, sur les études hispanophones. A côté des enseignements de tronc commun décrits à propos de la mention, et des enseignements spécialisés, elle propose quelques formations transversales : traduction et multimédia, anglais, synthèse de documents, métiers des arts, des langues, des lettres. Malgré une baisse sensible des effectifs (de l'ordre de la moitié en M1, du cinquième en M2), elle reste attractive (110 inscrits en 2012).

- Appréciation :

La spécialité attire le plus grand nombre d'étudiants de la mention et bénéficie d'une équipe pédagogique assez équilibrée. L'orientation recherche est privilégiée. Mais ici aussi, on constate une baisse des effectifs. En *lettres modernes*, 33 inscrits en M1 en 2008, 40 en 2009, 30 en 2010, 18 en 2011, 6 en 2012 ; en *anglais*, 47 inscrits en 2009, 37 en 2010, 31 en 2011, 23 en 2012 ; en *études hispanophones*, 15 inscrits en 2009, 24 en 2010, 22 en 2011, 12 en CAPES en 2012 (master recherche fermé « exceptionnellement »). La spécialité connaît aussi un fort taux d'échec. S'il n'est pas anormal en *Lettres modernes* (13 diplômés sur 41 inscrits en 2009 ; 25 sur 70 en 2010, 15 sur 28 en 2011, 16 sur 26 en 2012, 13 sur 18 en 2012), il devient fort en *études anglophones* (29 diplômés de M2 sur 44 inscrits en 2010, 14 sur 35 en 2011, 7 sur 29 en 2012, 7 sur 41 en 2013), et mauvais en *études hispanophones* (5 diplômés de M2 sur 20 inscrits en 2010, 10 sur 31 en 2011, 5 sur 18 en 2010, 2 sur 20 en 2013).

Les objectifs de la spécialité, en termes de compétences pour les diplômés et de devenir, restent mal définis. Le doctorat n'est pas un débouché principal : en lettres modernes, sur 41 inscrits et 13 diplômés en M2, 1 inscription en doctorat ; 0 sur 70 inscrits et 25 diplômés en 2010 ; 2 sur 28 inscrits et 13 diplômés recherche en 2011, 4 sur 17 inscrits et 8 diplômés recherche en 2012, 2 sur 19 inscrits et 9 diplômés recherche en 2013. En *études anglophones*, 1 inscription en doctorat sur 29 diplômés de M2 pour 44 inscrits en 2010 ; 1 pour 14 diplômés et 25 inscrits en 2011, 6 pour 7 diplômés pour 29 inscrits en 2012 (une hausse étonnante). En *études hispanophones*, 1 inscription en doctorat pour 5 diplômés sur 20 inscrits en 2010, 1 pour 10 diplômés et 31 inscrits en 2011, 2 pour 5 diplômés et 18 inscrits en 2012. Et le doctorat, particulièrement en LSH, offre peu de perspectives professionnelles.

Les perspectives de formation professionnelles devraient donc être développées. Les responsables en paraissent d'ailleurs conscients. Du point de vue intellectuel, on peut d'ailleurs se demander si un master recherche peut afficher une ambition morale, si légitime qu'elle soit, comme c'est le cas ici (*éthique du divers*). C'est plutôt dans le domaine des politiques culturelles ou de la médiation culturelle que cette ambition peut trouver sa légitimité.

Les responsables envisagent une ouverture plus professionnalisante vers les métiers de la culture et du livre : reste à savoir si ces métiers offrent de vrais débouchés dans la région : assez peu dans l'édition vraisemblablement ; c'est plutôt du côté des bibliothèques que la réflexion devrait se tourner. Il est en tout cas nécessaire de repenser la spécialité en termes de compétences à acquérir et d'insertion professionnelle.



- Points forts :
 - Spécialité adaptée à son environnement.
 - Bon adossement à la recherche.

- Points faibles :
 - Baisse des effectifs.
 - Taux d'échecs importants dans le parcours *études anglophones* et surtout *études hispanophones*.
 - Positionnement incertain de la spécialité, qui ne débouche que rarement sur le doctorat et autres objectifs mal définis en termes de débouchés.

- Recommandations pour l'établissement :

Le regroupement des parcours, envisagé par l'équipe, serait souhaitable. Le parcours *études hispanophones*, notamment, semble menacé et mériterait une réflexion stratégique particulière.

L'orientation professionnelle devrait faire l'objet d'une véritable réflexion.

Il faudrait encourager la volonté de repenser les parcours en termes d'objectifs de compétences et de perspectives d'emploi plutôt que de logique disciplinaire.



Interculturalités et sociétés

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Guyane.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité :

Délocalisation(s) :

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger :

- Présentation de la spécialité :

La spécialité se consacre à la connaissance de l'interculturalité et du patrimoine de la Guyane ; elle veut donner des compétences en médiation culturelle en situation d'interculturalité. Elle offre un parcours professionnel pour répondre aux besoins de formation d'étudiants issus des licences et désireux de se former aux métiers du patrimoine et de la culture, de professionnels en poste dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du travail social qui sont au contact de la diversité culturelle. Elle offre aussi une formation à la recherche sur les phénomènes interculturels. Côté formation professionnelle, où un tiers des formations est assuré par des professionnels et porte sur la politique de communication, de médiation et d'ingénierie culturelles, elle recueille le concours actif des institutions culturelles locales, et au stage de M1 imposé à tous les étudiants de la spécialité s'ajoute un stage d'insertion professionnelle en M2. Les heures de cours sont adaptées aux étudiants exerçant une profession (deux tiers des effectifs), et, en raison de l'éloignement de certains étudiants, un régime spécial d'études est prévu pour l'ensemble de la spécialité, ainsi que des cours par correspondance.

- Appréciation :

La spécialité répond à une demande des institutions du territoire et des professionnels confrontés à une situation de forte multiculturalité. Ses effectifs croissants attestent de sa pertinence, en M1 (15 inscrits en 2010, 23 en 2011, 35 en 2012) comme en M2 (8 en 2011, 14 en 2012). Elle est bien adossée aux milieux professionnels de la culture. Le projet pédagogique est cohérent, mais souffre du déséquilibre de niveau entre les étudiants issus du cycle licence, au niveau faible, et les professionnels en reprise d'étude. Les rédacteurs du dossier (très bien présenté, et présentant de bonnes capacités d'analyse et d'auto-évaluation) sont conscients de cette disparité. Cette spécialité a été mise en place en 2010. Elle est ambitieuse et ses résultats sont sans doute à confirmer en raison de cette hétérogénéité des publics et encore d'un faible taux de réussite en M2 (1 diplômé en 2012, 1 en 2013, sur 14 inscrits), mais la volonté d'accentuer sa dimension sciences humaines et sociales, en liaison avec les partenariats avec les institutions culturelles de la région, et avec une formation professionnelle, offre des perspectives d'emploi dans ces institutions.

- Points forts :

- Bonnes relations avec les milieux professionnels, impliqués dans la formation.
- La spécialité répond à une demande sociétale, et ses objectifs sont en cohérence avec cette demande.
- A l'inverse de ce qu'on constate dans d'autres spécialités de la mention, les effectifs sont croissants en M1.

- Points faibles :

- Très faible taux de réussite en M2.
- Disparité de niveau entre les étudiants.
- Absence de formation continue.



- Recommandations pour l'établissement :

La spécialité, mieux structurée que les autres spécialités de la mention, doit être soutenue. Compte tenu du faible niveau en langue et en culture générale des étudiants issus des licences, il serait nécessaire de créer des cours de mise à niveau en M1, quitte à diminuer la part des formations spécifiques au master. Il serait d'autre part nécessaire de créer le contrôle continu, pour permettre la progression des étudiants. Enfin, un conseil de perfectionnement intégrant de nombreux professionnels serait utile. La possibilité d'ouverture aux étudiants des autres sites de l'université devrait être envisagée.



Observations de l'établissement

Présidence

Dossier suivi par :

Antoine Delcroix

Fixe : 0590 48 33 83

Mobile : 0690 28 10 27

Mail : adelcroi@univ-ag.fr

**La Présidente de l'Université des Antilles
et de la Guyane**

A

**Monsieur le Président de l'AERES,
AERES,
20, rue de Vivienne,
75002 Paris**

Pointe-à-Pitre, le 8 septembre 2014

Nos réf. :

UAG-PRES/CMC/AD/DSA/N°2014 - 1334

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver ci-joint la réponse à l'évaluation du master Arts, lettres et civilisations / MA - S3MA150009142.

Aucune erreur factuelle n'a été repérée sur le document initial à l'exception d'une remarque d'ordre relativement général ayant fait l'objet d'une demande de prise en compte. Par ailleurs, je n'ai pas remarques particulières à formuler quant aux observations ci-jointes rédigées par madame Cécile Bertin, professeure des universités et responsable de spécialités au sein de ce master.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président à l'assurance de mes salutations distinguées.


Corinne MENCE-DASTIER


Pièce jointe : observations du responsable de diplôme.



MASTER : ARTS, LETTRES ET CIVILISATIONS

DOSSIER : MA150009142

Observations sur le rapport d'évaluation de l'AERES

Remarques générales

- Le rapport de l'AERES indique qu'il n'y aurait qu'« une seule équipe de recherche, implantée à la fois en Martinique et en Guyane » (p. 2). Sans chercher à interroger la restriction « une seule », cette équipe unique ayant été créée à la demande expresse du Ministère, il est surprenant que n'aient pas été relevés les liens avec la Guadeloupe (Campus de Camp Jacob). Le CRILLASH, comme la plupart des groupes de l'UAG a une représentation sur les trois pôles. Cette tri-polarité était au fondement de notre université tripolaire depuis sa création.

- Il nous semble que les remarques et les recommandations faites pour les diverses spécialités tendent à se recouper :

- taux d'échec
- absence de formation continue
- absence d'un conseil de formation/de perfectionnement
- problèmes de débouchés.

Ces recommandations insistent sur l'amélioration de ces éléments qualifiés de « handicaps (*sic.*) génériques », sans tenir compte suffisamment peut-être, à notre avis, du contexte socio-économique et de l'histoire de notre Faculté.

- l'attention bienveillante portée au parcours ouvert sur le pôle Guyane ne laisse de surprendre, dans la mesure où les caractéristiques de ce parcours, dans les faits, ne se distinguent guère de ceux ouverts sur le pôle Martinique.

Réponses

a) La question des intitulés « éthique du Divers » et « développement durable »

La critique portée par les évaluateurs de l'AERES sur ces deux intitulés interroge de toute évidence leur pertinence. Lors du processus d'habilitation, ces questionnements avaient déjà fait l'objet d'un débat et les réponses apportées avaient paru convaincre, puisque ces intitulés avaient été validés tels quels.

Nous reprenons donc ici quelques-uns des arguments que nous avons énoncés pour rendre compte de la pertinence de ces intitulés.

La notion d' « éthique du Divers » est à rapporter à la pensée d'Edouard Glissant et à ses travaux. Nous nous sommes appuyés également sur les travaux de Martine Abdallah-Pretceille qui se propose, ainsi qu'elle l'a développé dans ses ouvrages, de formuler une éthique de la diversité et de fonder un « humanisme du divers ». La notion d' « éthique du Divers » s'inscrit ainsi dans la dialectique de l'Un et du Multiple et prend tout son sens dans des sociétés antillo-guyanaises, comme les nôtres, par essence interculturelles, mais aussi traversées par des tensions inter-ethniques très fortes.

La crise que traverse notre université est le témoin le plus vivace de cette incapacité à construire les valeurs d'un « vivre ensemble », à cause des résurgences d'un passé marqué par l'esclavage et d'une histoire coloniale non totalement écrite, ayant induit des fractures profondes entre la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane. Plus que jamais, l'actualité atteste la pertinence d'un parcours de formation, visant à construire les fondements d'une société fondée sur un « humanisme du divers » ou comme dirait Glissant, de la diversalité.

Il va de soi que la notion de « développement durable », bien plus galvaudée de nos jours qu'en 2007, ne prend sens dans nos territoires, que rapportée à cet « humanisme du divers ». Comme l'écrivait déjà Edouard Glissant, dans *Le discours antillais*, il est urgent de promouvoir une « vision prophétique du passé » et de repenser l'histoire et l'identité antillaises, en vue de rendre possible un développement durable de nos sociétés.

b) Les taux de réussite

- Le rapport s'inquiète des faibles taux de réussite des Masters tout en relevant que de façon générale ces Masters sont bien nourris par nos licences. Sans répéter les éléments du dossier d'auto-évaluation, nous souhaiterions rappeler que la plupart de nos étudiants sont issus de classes sociales très modestes. Nous avons, en effet, plus de 60% de nos étudiants qui perçoivent des bourses à l'échelon le plus élevé. Il en découle donc que ces étudiants doivent subvenir à leurs besoins en travaillant, ce qui entrave leur assiduité et ralentit la soutenance de leur mémoire, mémoire désormais placé en M2. C'est ce même contexte socio-économique extrêmement fragile qui grève les perspectives d'emploi auquel le rapport de l'AERES fait également référence.

Il faut savoir qu'à de nombreuses reprises, la gouvernance de notre université a insisté sur la faible capacité d'absorption professionnelle de nos territoires, immergés dans un chômage des jeunes dont le taux est supérieur à 60%. Faut-il pour autant pénaliser doublement ces jeunes en les privant de la possibilité de suivre des masters en lettres et sciences humaines ? Sans doute que non, puisque plus on est diplômé, plus on a généralement de chance de trouver un emploi et nous savons de surcroît combien les masters sont désormais valorisés. Notre objectif est de développer des liens plus étroits avec les entreprises, en orientant nos masters, vers ce qui pourrait être des axes de management interculturel, dont les entreprises de nos territoires ont cruellement besoin.

Rappelons également que du fait de nos effectifs réduits, il est parfois, de façon conjoncturelle (comme lorsque certains sont appelés à remplir d'autres fonctions ou à s'absenter temporairement, comme au département d'Espagnol -auquel le rapport fait

allusion-) plus difficile d'assurer le suivi des mémoires de l'ensemble des étudiants, lesquels n'ont pas pu alors valider la totalité de leur année.

Rappelons aussi que ce sont les mêmes professeurs et HDR qui sont sollicités pour accompagner les mémoires de Master2 de l'ESPE. Nous réfléchissons encore ensemble avec l'ESPE pour les prochaines maquettes.

- La question suivante est posée : « Est-ce dans une dominante Recherche que la mention peut trouver une nouvelle attractivité ? », soit une formulation qui laisserait entendre que nos masters ne sont pas attractifs, alors que dans le même rapport il est reconnu que le passage à la mastérisation des concours de l'enseignement a participé à vider les masters Recherche, d'où les changements d'effectifs en cours de contrat... Cette remarque, qui ne saurait sans doute être restreinte à notre seule université, nous inviterait-elle à développer uniquement des masters professionnels et pas des masters Recherche ? La recherche fondamentale serait-elle superfétatoire aux Antilles-Guyane ?
Quoi qu'il en soit, conscients de la baisse de nos effectifs et des besoins précis de nos régions, nous réfléchissons en vue de proposer dans le prochain contrat des masters moins nombreux, encore plus mutualisés et qui s'intègrent aux demandes d'emplois actuelles. Toutefois, la recommandation qui nous invite à « fusionner » les parcours arts caribéens et créolistique nous semble étrange, d'autant qu'il nous semble que le Parcours arts caribéens, nouvelle création de cette maquette, a vocation à se développer encore. Rappelons, comme le montre déjà le projet de master FLE en ligne, que nous souhaitons développer ce type de masters.
- Dans le rapport de l'AERES, il est question de « densifier » les épreuves de contrôle continu, mais il semblerait qu'il y ait un quiproquo à ce sujet. Lorsque nous écrivons « CC », cela ne veut nullement dire qu'il y aurait un (1) seul écrit ou un (1) seul oral... Les documents qui accompagnent le dossier le prouvent, comme par exemple le RGCCA (en annexe) où un article précise : « Le CC est constitué nécessairement de deux ou plusieurs exercices et ou activités ».
- Pour ce qui est de l'effort plus grand demandé pour l'auto-évaluation et la réflexion sur la formation et l'évaluation des étudiants, la difficulté à obtenir des chiffres de notre récent observatoire de la vie étudiante a été soulignée, malgré quelques améliorations.
- Une politique de mise à niveau des étudiants est demandée. Nous faisons de la mise à niveau depuis le L.1 étant donné que nos étudiants sont généralement très « faibles » par rapport à la moyenne nationale. Nous continuerons à réfléchir en master sur ce point.
- Nous entendons bien la demande de développer la formation continue. La Faculté des Lettres et des Sciences humaines (campus de Schoelcher) a justement développé un service propre de formation continue.
- Se doter d'un solide Conseil de formation/de perfectionnement est en effet nécessaire.

- Penser « en termes de compétences à acquérir et d'insertion professionnelle » est tout à fait notre orientation et mérite en effet que nous continuions dans cette voie, d'autant que notre contexte socio-économique est fragile. Nous rappellerons que nous travaillons déjà en lien avec le groupe *GBH* (le plus gros employeur aux Antilles) et l'association d'entreprises *Contact-entreprises*. Parler de ce fait de « peu de liens avec les entreprises » pour la Martinique peut dès lors être discutable même si nous sommes conscients des faiblesses socio-économiques de nos territoires, lesquelles renforcent l'importance de notre mission. Nous sommes sur un territoire où 90% des entreprises sont des micro-entreprises à un seul employé.

En somme, le rapport de l'AERES rejoint le plus souvent la synthèse que nous avons proposée de nos points forts et faibles, soit une « lucidité » -pour reprendre un terme de l'AERES, commune aux Antilles et à la Guyane (dont la structure de la maquette, appréciée par l'AERES, avait été constituée dans ses grandes lignes par les collègues du pôle Martinique, faute d'avoir reçu les projets des collègues à l'époque.

Madame Cécile Bertin-Elisabeth
Responsable de l'autoévaluation du diplôme